

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 39

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par ~~Madame ou~~ Monsieur : Dominique de VILLEPIN

Qualité : - Membre - Suppléant

Article 39 : Les principes budgétaires et financiers

1. Toutes les recettes et dépenses de l'Union doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget, conformément aux dispositions de la partie II de la Constitution.

1bis Les crédits nécessaires à la couverture intégrale des obligations financières découlant chaque année pour l'Union des accords internationaux ou des actes législatifs adoptés par ses institutions doivent être inscrits au budget.

2. Le budget doit être équilibré en recettes et dépenses.
3. Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée de l'exercice budgétaire annuel en conformité avec la loi visée à l'article B (*partie II, ex-279: le règlement financier*).
4. L'exécution de dépenses inscrites au budget requiert l'adoption préalable d'un acte juridiquement obligatoire qui donne un fondement juridique à l'action de l'Union et à l'exécution de la dépense en conformité avec la loi visée à l'article B (*partie II, ex-279: le règlement financier*). Cet acte doit revêtir la forme d'une loi européenne, une loi-cadre européenne, un règlement européen ou une décision européenne.
5. En vue d'assurer la discipline budgétaire, la Commission ne fait pas de proposition d'acte de l'Union, ne modifie pas ses propositions et n'adopte pas de mesures d'exécution susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de la Union.

6. Le budget de l'Union est exécuté conformément au principe de la bonne gestion financière. Les États membres et l'Union coopèrent pour faire en sorte que les crédits inscrits au budget soient utilisés conformément aux principes de la bonne gestion financière.
7. L'Union et les États membres combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union en conformité avec les dispositions de l'article Z (*partie II, ex-280 TCE*).

Explication éventuelle :